

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 80

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

II parte della 44^a Sessione Ordinaria
(Parigi, 30 novembre - 3 dicembre 1998)

Raccomandazione n. 641
dell'UEO e la gestione delle crisi nei Balcani

Annunziata il 15 giugno 1999

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant de l'accord conclu le 13 octobre 1998 entre l'envoyé spécial des Etats-Unis, Richard Holbrooke, et le Président Slobodan Milosevic, accord qui pourra aider, le moment venu, à trouver une solution politique à la crise du Kosovo qui soit acceptable pour les deux parties;

(ii) Déplorant que, depuis l'explosion en février 1998 de la violence généralisée au Kosovo, il ait fallu attendre sept mois, représentant un bilan d'environ 300 000 réfugiés et personnes déplacées, 1 500 victimes et des milliers d'habitations et de

villages détruits, avant qu'une action décisive soit entreprise pour mettre un terme à cette violence et à ces destructions;

(iii) Jugeant souhaitable que les représentants albanais du Kosovo soient associés à la recherche d'une solution à la crise;

(iv) Se félicitant de l'envoi d'une mission d'observation de l'OSCE forte de 2 000 hommes sur le territoire du Kosovo pour contrôler le respect par les deux parties d'un cessez-le-feu et la mise en œuvre d'un certain nombre d'engagements souscrits dans l'accord susmentionné;

(v) Craignant néanmoins que les observateurs non armés de l'OSCE ne parviennent pas à séparer les deux parties au conflit si elles jugent nécessaire de reprendre les armes;

(vi) Notant qu'en raison de l'opposition manifestée par le Congrès des Etats-Unis, la force d'extraction militaire devant être déployée dans l'ERYM pour la protection des observateurs non armés de l'OSCE sera composée uniquement d'Européens et - hormis des officiers de liaison des Etats-Unis - ne comportera pas de forces de combat américaines;

(vii) Craignant que l'accord conclu n'apporte qu'un répit momentané dans le conflit en raison du fait qu'aucune des parties n'est favorable à l'autonomie proposée comme solution;

(viii) N'ignorant pas que, depuis le retrait des unités de l'armée yougoslave et des unités de police spéciales, des Albanais kosovars armés, et notamment des partisans de l'UçK, s'emploient avec détermination à réoccuper les positions qu'ils ont perdues au printemps et en été à la suite de l'offensive lancée au Kosovo par les forces armées yougoslaves et les forces de police spéciales;

(ix) Soulignant que si les hostilités reprenaient, les observateurs non armés de l'OSCE courraient le risque d'être utilisés comme « bouclier humain » contre une éventuelle intervention de l'OTAN en cas de non-respect de l'accord du 13 octobre;

(x) Persuadée que le Président Rexhep Mejdani et le nouveau gouvernement albanais conduit par le Premier ministre Pandel Maço feront de gros efforts pour établir un dialogue constructif avec l'opposition afin de combler le fossé béant entre le parti socialiste et le parti démocratique, qui a jusqu'ici empêché toute normalisation politique et économique dans le pays;

(xi) Se félicitant de l'approbation de la Constitution en Albanie, en tant qu'élément positif pour l'amélioration de la situation dans ce pays, malgré les appels du parti démocratique à ne pas participer au vote;

(xii) Considérant toutefois que la situation actuelle en Albanie est loin d'être stable et que de vastes régions dans le nord du pays - et, dans une moindre mesure, dans le sud - échappent au contrôle du gouvernement central, laissant ces zones vulnérables aux agissements de la guérilla armée et de bandes criminelles, qui se livrent notamment au trafic d'armes, de drogue et même d'êtres humains;

(xiii) Considérant que, notamment dans la région de Vlorë, il existe un trafic de migrants géré avec profit par la criminalité, ainsi qu'un flux de personnes déplacées du Kosovo et du Kurdistan qui arrivent sur les côtes italiennes pour se rendre également dans d'autres pays européens;

(xiv) Demandant instamment que soit envisagée la mise sur pied d'une force européenne de stabilisation ou de maintien de la paix semblable à celle qui est déployée dans le cadre de l'opération Alba afin de contribuer plus avant au rétablissement de l'ordre public, qui patrouillerait dans le pays et ouvrirait conjointement avec les missions de surveillance des frontières déjà actives dans l'ERYM;

(xv) Considérant que le mandat et la taille de l'EMCP doivent être considérablement élargis pour aider la police albanaise à venir à bout des nombreux et graves problèmes, notamment le manque de matériels opérationnels, auxquels elle est confrontée pour contrôler efficacement le pays;

(xvi) N'ignorant pas qu'en septembre 1998, l'UEO a présenté à l'Union européenne, à la demande de cette dernière, son étude de faisabilité sur des options envisageables pour une opération de police internationale en Albanie;

(xvii) Sachant que cette étude de faisabilité se concentre sur l'augmentation des effectifs de l'EMCP et sur le renforcement de sa présence par le déploiement de plusieurs centaines de policiers supplémentaires, ainsi que sur la prorogation de son mandat afin de lui permettre de dispenser une formation au niveau régional et local grâce à des équipes mobiles, tout en maintenant les programmes de formation en cours à Tirana et à Durrës;

(xviii) Regrettant que cette étude ne propose aucun remède pour la situation désespérée qui sévit dans le nord de l'Albanie, où le gouvernement n'est pas en mesure d'exercer suffisamment son autorité pour maintenir l'ordre public et où, par conséquent, la situation dans la zone frontalière avec le Kosovo n'est pas maîtrisée;

(xix) Considérant que les activités menées par l'EMCP en Albanie devraient s'accompagner de la prise des mesures appropriées par le gouvernement albanais, notamment par l'élaboration d'un programme mûrement réfléchi de réorganisation de sa police et de plans de carrière bien structurés pour les policiers qui ont suivi les cours de formation de l'EMCP afin de tirer le meilleur profit de leurs compétences nouvellement acquises;

(xx) Espérant que le nouveau gouvernement de coalition au pouvoir dans l'ERYM trouvera une solution acceptable pour le statut de la minorité albanaise dans le pays afin de réduire l'agitation qui couve dans cette partie de la population;

(xxi) N'ignorant pas que la poursuite de la crise au Kosovo pourrait avoir une influence déstabilisatrice sur la situation dans l'ERYM, où les Albanais de souche,

qui représentent environ un quart de la population totale, ne sont pas satisfaits de leur statut actuel de minorité;

(xxii) Se félicitant de la prolongation du mandat de l'UNPREDEP dans l'ERYM et du déploiement de 300 hommes supplémentaires pour surveiller la frontière entre l'ERYM et la République fédérale de Yougoslavie;

(xxiii) Préoccupée par l'absence inquiétante de détermination des Européens à jouer un rôle de premier plan afin de prendre les mesures qui s'imposent d'urgence pour la stabilisation, la paix et la sécurité dans le Sud-Est de l'Europe,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De continuer à suivre la situation au Kosovo, en Albanie et dans l'ERYM, ainsi que l'application intégrale de l'accord signé le 13 octobre entre M. Holbrooke et le Président Milosevic, et de poursuivre la planification d'options adaptées à l'évolution de la situation afin d'être prêt à satisfaire toute demande de planification ou de mise en œuvre d'une action militaire européenne qui pourrait se révéler nécessaire pour le maintien ou le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région;

2. De poursuivre l'examen de la situation à la frontière entre l'Albanie et le Kosovo afin de planifier des opérations destinées à aider le gouvernement albanais à exercer un contrôle efficace sur la région, et notamment à mettre un terme aux activités illicites de guérilla qui pourraient avoir des conséquences néfastes pour le cessez-le-feu actuellement en vigueur au Kosovo, ainsi qu'au trafic d'armes, de drogue et d'êtres humains.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 641
dell'UEO e la gestione delle crisi nei Balcani**

L'ASSEMBLEA,

(i) Rallegrandosi dell'accordo concluso il 13 ottobre 1998 fra l'inviato speciale degli Stati Uniti, Richard Holbrooke, e il Presidente Slobodan Milosevic, accordo che potrà aiutare, venuto il momento, a trovare una soluzione politica alla crisi del Kosovo che sia accettabile per entrambe le parti;

(ii) Deplorando che, dall'esplosione nel febbraio 1998 della diffusa violenza nel Kosovo, sia stato necessario attendere sette mesi, con un conseguente bilancio di circa 300.000 rifugiati e profughi, 1.500 vittime e migliaia di abitazioni e di villaggi distrutti, prima che fosse intrapresa un'azione decisiva per porre termine a tale violenza e a queste distruzioni;

(iii) Ritenendo auspicabile che i rappresentanti albanesi del Kosovo siano associati alla ricerca di una soluzione della crisi;

(iv) Rallegrandosi per l'invio di una missione di osservazione dell'OSCE forte di 2.000 uomini sul territorio del Kosovo per controllare il rispetto da parte delle due parti di un cessate il fuoco e l'attuazione di

un certo numero di impegni sottoscritti nel citato accordo;

(v) Temendo tuttavia che gli osservatori non armati dell'OSCE non riescano a separare le due parti in conflitto ove esse giudichino necessario riprendere le armi;

(vi) Notando che per via dell'opposizione manifestata dal Congresso degli Stati Uniti, la forza di estrazione militare che doveva essere schierata nell'ERYM per la protezione degli osservatori non armati dell'OSCE sarà composta unicamente da europei e — eccettuati degli ufficiali di collegamento degli Stati Uniti — non comprenderà forze da combattimento americane;

(vii) Temendo che l'accordo concluso fornisca soltanto una sosta momentanea nel conflitto per il fatto che nessuna delle parti è favorevole all'autonomia proposta come soluzione;

(viii) Non ignorando che, dal ritiro delle unità dell'esercito jugoslavo e delle unità di polizia speciali, albanesi kossovari armati, ed in particolare partigiani dell'UCK, si adoperano con determinazione a occupare le posizioni che hanno perduto in primavera in estate in seguito all'offensiva lan-

ciata nel Kosovo dalle forze armate jugoslave e dalle forze di polizia speciali;

(ix) Sottolineando che se le ostilità riprendessero, gli osservatori non armati dell'OSCE correrebbero il rischio di essere utilizzati come « scudi umani » contro un eventuale intervento della NATO in caso di mancato rispetto dell'accordo del 13 ottobre;

(x) Persuasa che il Presidente Rexhep Mejdani e il nuovo Governo albanese guidato dal Primo Ministro Pandel Mayko faranno grossi sforzi per stabilire un dialogo costruttivo con l'opposizione per colmare il largo divario fra il partito socialista e il partito democratico che ha fin qui impedito qualsiasi normalizzazione politica ed economica nel Paese;

(xi) Rallegrandosi per l'approvazione della Costituzione in Albania, quale elemento positivo per il miglioramento della situazione in questo paese, nonostante gli appelli del partito democratico a non partecipare alla votazione;

(xii) Ritenendo tuttavia che l'attuale situazione in Albania sia lungi dall'essere stabile e che vaste regioni nel nord del paese — e, in minor misura, nel sud — sfuggano al controllo del governo centrale, lasciando queste zone vulnerabili disponibili alle manovre della guerriglia armata e di bande criminali che si danno in particolare al traffico di armi, di droga e anche di esseri umani;

(xiii) Ritenendo che, in particolare nella regione di Vlorë, esista un traffico di migranti gestito con profitto dalla criminalità, nonché un flusso di profughi dal Kosovo e dal Kurdistan che giungono sulle coste italiane per recarsi poi in altri paesi europei;

(xiv) Sollecitando la creazione di una forza europea di stabilizzazione o di mantenimento della pace simile a quella schierata nell'ambito dell'operazione Alba per contribuire maggiormente al ristabilimento

dell'ordine pubblico, la quale pattuglierebbe il paese ed opererebbe congiuntamente con le missioni di sorveglianza delle frontiere già attive nell'HERYD;

(xv) Ritenendo che il mandato e le dimensioni dell'EMCP debbano essere considerevolmente allargati per aiutare la polizia albanese a venire a capo dei numerosi e gravi problemi, in particolare la mancanza di materiali operativi, che si trova a dover affrontare per controllare efficacemente il paese;

(xvi) Non ignorando che nel settembre 1998 l'UEO ha presentato all'Unione europea, su richiesta di quest'ultima, il suo studio di fattibilità su opzioni prospettabili per un'operazione di polizia internazionale in Albania;

(xvii) Sapendo che questo studio di fattibilità si concentra sull'aumento degli organici dell'EMCP e sul rafforzamento della sua presenza mediante lo schieramento di diverse centinaia di poliziotti in più, nonché sulla proroga del suo mandato per consentirle di fornire una formazione a livello regionale e locale grazie ad équipes mobili, mantenendo nel contempo i programmi di formazione in corso a Tirana e a Durazzo;

(xviii) Esprimendo il rincrescimento per il fatto che tale studio non proponga alcun rimedio alla disperata situazione che si registra nel nord dell'Albania, dove il governo non è in grado di esercitare adeguatamente la propria autorità per mantenere l'ordine pubblico e dove quindi la situazione nella zona di frontiera con il Kosovo non è sotto controllo;

(xix) Ritenendo che le attività svolte dall'EMCP in Albania dovrebbero accompagnarsi all'adozione delle misure idonee da parte del governo albanese, in particolare attraverso l'elaborazione di un programma « oggetto di mature riflessioni », di riassetto della propria polizia e di profili di carriera ben strutturati per i poliziotti che hanno seguito i corsi di formazione del-

l'EMCP onde trarre il miglior profitto dalle loro competenze di recente acquisite;

(xx) Sperando che il nuovo governo di coalizione a potere nell'Erym trovi una soluzione accettabile per lo statuto della minoranza albanese nel paese onde ridurre l'agitazione che cova in questa parte della popolazione;

(xxi) Non ignorando che il prosieguo della crisi nel Kossovo potrebbe avere un'influenza destabilizzatrice sulla situazione nell'Erym, in cui le persone di origine albanese, che rappresentano circa un quarto della popolazione totale, non sono soddisfatte del loro attuale status di minoranza;

(xxii) Rallegrandosi per il prolungamento del mandato dell'UNPREDEP nell'Erym e per lo schieramento di ulteriori 300 uomini per sorvegliare la frontiera fra l'Erym e la Repubblica Federale di Jugoslavia ;

(xxiii) Preoccupata dall'assenza preoccupante di determinazione degli Europei a svolgere un ruolo di primo piano onde

prendere le misure di emergenza che si impongono per la stabilizzazione, la pace e la sicurezza nel sud-est dell'Europa ;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI:

1. Continuare a seguire la situazione nel Kossovo, in Albania e nell'Erym, nonché l'applicazione integrale dell'accordo firmato il 13 ottobre fra M. Holbrooke e il Presidente Milosevic e proseguire la pianificazione di opzioni adatte all'evolversi della situazione per essere pronto a rispondere ad ogni richiesta di pianificazione o di attuazione di una azione militare europea che possa rivelarsi necessaria per il mantenimento o il ristabilimento della pace e della sicurezza nella regione;

2. Proseguire l'esame della situazione alla frontiera fra l'Albania e il Kossovo per pianificare operazioni destinate ad aiutare il governo albanese ad esercitare un controllo efficace sulla regione ed in particolare a mettere un termine alle illecite attività di guerriglia che potrebbero avere conseguenze nefaste per il cessate il fuoco attualmente in vigore nel Kossovo, ed a mettere un termine al traffico di armi, di droga e di esseri umani.